



**RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS AUX INTÉRESSÉS À SOUMISSIONNER -
PARTICULARITÉS - AM003255 Ad1**

Dans le cadre du présent appel de propositions, les clauses suivantes remplacent les clauses correspondantes ou s'ajoutent au cahier « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner – Généralités » disponible sur le site Internet d'Hydro-Québec à l'adresse suivante : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/documents/renseignements-clauses.html>.

TABLE DES MATIÈRES

RÈGLES DE SANTÉ ET SÉCURITÉ (COVID-19)	2
SIGNATURE DE LA PROPOSITION	2
TRANSMISSION DE LA PROPOSITION	2
TRANSMISSION GARANTIE DE SOUMISSION	3
VALEUR DE LA GARANTIE D'EXÉCUTION DE CONTRAT	4
AUTORISATION REQUISE	4
ATTRIBUTION DU CONTRAT	4





RÈGLES DE SANTÉ ET SÉCURITÉ (COVID-19)

En matière de santé et sécurité, le fournisseur a l'obligation d'adopter et de respecter toutes les mesures prescrites ou recommandées par les autorités compétentes, incluant celles en lien avec la pandémie de la Covid-19 qui sont nécessaires afin de protéger les personnes impliquées dans la réalisation du contrat.

Par ailleurs, si le fournisseur doit réaliser des travaux ou fournir des services dans les établissements ou sur les chantiers d'Hydro-Québec, il a l'obligation de consulter le site suivant afin de tenir compte des mesures supplémentaires propres aux établissements ou aux chantiers d'Hydro-Québec qui pourraient s'imposer à lui avant le dépôt de toute proposition : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/covid-19.html>. S'il y a des différences ou écarts entre les mesures énoncées sur le site mentionné ci-avant et celles prescrites ou recommandées par les autorités publiques compétentes, les mesures les plus exigeantes prévalent et s'appliquent.

Il est de la responsabilité du fournisseur de s'informer auprès des autorités publiques compétentes des mesures prescrites ou recommandées, de consulter le site internet d'Hydro-Québec indiqué ci-dessus et de s'assurer d'en tenir compte dans sa proposition, en particulier dans l'établissement du prix de sa proposition.

Dans l'éventualité où de nouvelles mesures de protection sanitaires, découlant directement de la pandémie de la COVID-19, sont imposées ou rendues obligatoires en cours d'exécution du contrat alors qu'elles étaient inexistantes au moment du dépôt de la proposition du fournisseur, Hydro-Québec accepte de rémunérer, seulement et uniquement, les coûts directs découlant de ces mesures additionnelles de protection sanitaires nécessaires dans les chantiers ou les installations d'Hydro-Québec, à l'exclusion de tout coût direct de main d'œuvre additionnelle, et ce, sous réserve d'une démonstration de ces coûts directs ainsi que de l'ensemble des pièces justificatives au soutien.

SIGNATURE DE LA PROPOSITION

En cliquant sur le bouton « SOUMETTRE MA RÉPONSE », le fournisseur reconnaît avoir pris connaissance des documents d'appel de propositions et accepte d'être lié par sa proposition au même titre que s'il y apposait sa signature.

TRANSMISSION DE LA PROPOSITION

La proposition doit être transmise par l'Espace Approvisionnement et reçue par Hydro-Québec avant 14 h 00 (heure de Montréal) le jour de la remise des propositions. **Toute proposition qui n'est pas transmise par l'Espace Approvisionnement sera rejetée.** L'intégralité de la proposition incluant les réponses aux questionnaires et tous les documents obligatoires doit être reçue à l'heure indiquée précédemment.

Lorsque le fournisseur joint un document à sa proposition, le fournisseur doit s'assurer que **chaque document à joindre n'excède pas 500 Mo.**

En raison de cette capacité de réception limitée, tout document excédant cette limite ne peut être reçu par Hydro-Québec. Il est de la seule responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que tout document n'excède pas la capacité mentionnée précédemment. Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité à cet égard.

Le fournisseur doit également s'assurer que le document à joindre ait l'un des formats suivants : PDF/XLS/DOC/JPEG. Aucun autre format n'est accepté. Toutefois, ceux-ci peuvent être compressés (ZIP).



Hydro-Québec n'accepte aucun autre mode de transmission ou document technologique ou lien électronique. Nous vous invitons à communiquer avec le responsable de dossier identifié dans le document d'appel de propositions le plus rapidement possible pour signaler une difficulté liée au format ou à la taille du document à joindre.

TRANSMISSION GARANTIE DE SOUMISSION

Si la garantie de soumission est fournie sous forme de **cautionnement** ou de **lettre de crédit** :

- joindre la garantie de soumission directement dans l'Espace approvisionnement à l'endroit prévu.

Si la garantie de soumission est fournie sous forme de **chèque visé ou de traite bancaire**, les soumissionnaires devront :

- joindre une **photo, une copie ou une image du recto du chèque ou de la traite bancaire** dans l'Espace approvisionnement à l'endroit prévu. À défaut de le faire au moment du dépôt de la proposition, ils auront 48 heures pour remédier à la situation. S'ils ne remédient pas à la situation à l'intérieur de ce délai, la proposition sera rejetée ;
- conformément à la pratique habituelle, les soumissionnaires devront nous **faire parvenir l'original du chèque visé ou la traite bancaire à l'adresse prévue à cet effet par messenger ou encore par la poste à l'adresse habituelle indiquée ci-bas dans les plus brefs délais**.

Dans l'éventualité où l'original de la garantie ne serait pas reçu à l'ouverture des plis, une relance sera effectuée par courriel vous indiquant le délai ultime pour recevoir l'original de la garantie à Hydro-Québec. Si l'original n'est pas reçu dans le délai imparti ou qu'il n'est pas conforme, la proposition sera rejetée.

Transmettre l'original de la garantie seulement sous pli cacheté identifié :

No Appel au marché - Nom du fournisseur à l'une des adresses suivantes :

Transmise par Postes Canada uniquement

(service standard, express ou messagerie)

Hydro-Québec
Bureau des soumissions
Case postale 1030
Succursale Desjardins
Montréal (Québec)
H5B 1C2

Transmise main en main ou par messagerie privée

(excluant tous les services de Postes Canada)

Hydro-Québec
Bureau des soumissions
11^{ème} étage Sud
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec)
H2L 4M8

VALEUR DE LA GARANTIE D'EXÉCUTION DE CONTRAT

Nonobstant la valeur de la garantie d'exécution requise à la clause « Garantie d'exécution de contrat », des « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner », Hydro-Québec limite à 17% la garantie d'exécution de contrat sous forme de cautionnement et à 3% la garantie d'exécution de contrat sous forme de traite bancaire, chèque visé ou lettre de crédit.



AUTORISATION REQUISE

Pour être éligible à obtenir un contrat dont la valeur cumulative des offres (postes) attribuées dépasse le seuil monétaire applicable déterminé par décret du Gouvernement du Québec, le soumissionnaire doit détenir une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés publics en vertu du chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) au plus tard le 15^e jour suivant la date fixée pour la réception des propositions ainsi qu'à la date d'attribution, le cas échéant. Le soumissionnaire ne détenant pas une telle autorisation à la date indiquée précédemment ne sera éligible qu'à obtenir un contrat dont la valeur cumulative des offres (postes) attribuées sera inférieure au seuil monétaire applicable déterminé par décret du Gouvernement du Québec. Un soumissionnaire peut donc déposer une proposition globale dont la valeur cumulative des offres (postes) est supérieure au seuil monétaire applicable mais le soumissionnaire comprend et accepte en déposant sa proposition qu'il ne pourra obtenir un contrat dont la valeur cumulative des offres (postes) attribuées est supérieure au seuil monétaire applicable déterminé par décret du Gouvernement du Québec.

Toutefois, Hydro-Québec n'est aucunement tenu d'attribuer le contrat à un soumissionnaire autorisé, dans la mesure où elle demande, à son entière discrétion et sans aucune obligation et responsabilité de sa part, et qu'elle obtient la permission de conclure le contrat avec un soumissionnaire non autorisé, conformément aux dispositions applicables du chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1).

Si l'autorisation requise par l'Autorité des marchés publics en vertu du chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1) est révoquée après que ce soumissionnaire ait été déclaré attributaire mais avant que la garantie d'exécution n'ait été fournie, l'attributaire est réputé avoir refusé d'exécuter le contrat.



ATTRIBUTION DU CONTRAT

Pour l'attribution du contrat, Hydro-Québec s'assure de la conformité de la proposition et tient compte de la compétence et de l'expérience du soumissionnaire, et de sa capacité démontrée de respecter les exigences du contrat notamment en matière de qualité, de santé-sécurité, de protection de l'environnement et de délais d'exécution.

Hydro-Québec se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires les plus susceptibles de satisfaire à ses exigences, dans la mesure où la proposition déposée initialement est conforme aux exigences de l'appel de propositions. Les négociations peuvent porter sur les aspects techniques, économiques, commerciaux ou juridiques, ou sur tout autre aspect jugé nécessaire.

Hydro-Québec attribue le contrat sur la base du prix soumis ou du prix négocié, soit globalement, soit partiellement, selon ce qui est indiqué dans le document d'appel de propositions. Dans le cas d'une attribution partielle, le partage se fait suivant les différentes offres (postes) prévues dans le document d'appel de propositions.



La valeur réelle de chaque contrat attribué suite au présent appel de propositions correspondra à la valeur cumulative des offres (postes) attribuées.

L'Autorisation préalable de contracter de l'Autorité des marchés publics valide à la date indiquée dans la clause APPLICATION DU CHAPITRE V.2 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (RLRQ, C. C-65.1) rendra le soumissionnaire éligible à obtenir un contrat dont la valeur cumulative des offres (postes) attribuées dépasse le seuil monétaire applicable déterminé par décret du Gouvernement du Québec. À défaut d'une telle Autorisation préalable de contracter de l'Autorité des marchés publics, à la date indiquée dans la clause APPLICATION DU CHAPITRE V.2 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (RLRQ, C. C-65.1) la valeur totale de celui-ci, telle que décrite ci-avant, ne pourra en aucun cas dépasser le seuil monétaire applicable.